

EX-AGENTS AMNISTIES

par décret mais non réintégrés

- Pd 1307 du 18.10.45

- Ordonnance du 19.2.45

SOCIÉTÉ NATIONALE  
des  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

Paris, le 18 Octobre 1945

Bureau S.J.  
Dossier n° 7.825 P  
V.R. 1ère Division  
Pd 1307

Monsieur le Directeur du Service Central du  
Personnel,

Par votre lettre du 4 octobre courant, vous avez bien voulu  
me demander de vous faire connaître mon sentiment au sujet du parti  
qu'il convient de prendre à l'égard des demandes de réintégration  
formulées par certains agents révoqués, à la suite de vols commis  
pendant la durée de l'occupation allemande.

Ces agents s'appuient sur l'Ordonnance du 19 février 1945 ain-  
si conçue :

"Art. 1er - Pendant un délai de six mois à compter de la publi-  
cation de la présente ordonnance, pour les faits déjà réprimés et  
pendant un délai de six mois à compter de la condamnation définitive  
pour les faits non encore réprimés, pourront, par décret, être ad-  
mis au bénéfice de l'amnistie les délinquants primaires, condamnés  
pour délits commis en territoire occupé par l'ennemi ou contrôlé par  
ses forces, de vols, détournements, recel, achat ou transport illi-  
cite de marchandises, utilisation irrégulière ou trafic de titres de  
rationnement, lorsque ces délits portent sur des denrées alimentai-  
res, effets d'habillement, moyens de chauffage ou d'éclairage, et  
qui ont été commis en vue de la satisfaction directe de besoins  
personnels ou familiaux, ou des besoins de réfractaires, résistants  
ou prisonniers évadés.

"A l'égard des prisonniers et déportés, le délai prévu à l'a-  
linea précédent ne courra que de la fin des opérations de rapatrie-  
ment.

"Sont toutefois exceptés du bénéfice des dispositions du pré-  
sent article, les auteurs ou complices de vols ou détournements com-  
mis au préjudice des prisonniers ou des déportés".

Il convient d'observer, tout d'abord, que l'Ordonnance du 19  
février ne contient aucune disposition particulière permettant aux  
fonctionnaires ou agents des Services Publics ou concédés, révoqués  
et admis au bénéfice de l'amnistie, d'exiger leur réintégration.

D'autre part, il est admis, en principe, d'une façon incontes-  
table, qu'une loi d'amnistie, même lorsqu'elle s'applique à des faits  
ayant donné lieu à des sanctions disciplinaires, n'emporte pas, pour  
les intéressés, le droit d'exiger leur réintégration. (Cf Etude doc-  
trinale de MM Labbé, Lyon-Gane, Berthélémy, Fourcade et autres -  
D.H. 1924 - 633).

D'ailleurs, les précédentes lois d'amnistie et notamment celles

(A) des 3 janvier 1925, 31 décembre 1931 et 13 juillet 1933, ont nettement confirmé ce principe, en stipulant que la réintégration des fonctionnaires, employés ou ouvriers intéressés demeurerait toujours facultative.

C'est ainsi que la loi du 3 janvier 1925 stipule :

"Art. 1er - Amnistie pleine et entière est accordée pour les faits commis antérieurement au 12 novembre 1924 : ..... à tous les faits ayant donné lieu ou pouvant donner lieu, contre des fonctionnaires, employés ou ouvriers des Services Publics ou considérés, à des peines disciplinaires ..... La réintégration si elle se produit .....

La loi du 31 décembre 1931 dispose également :

"Art. 9.- Amnistie pleine et entière est accordée à tous les faits commis antérieurement au 12 novembre 1931, ayant donné lieu à des peines disciplinaires ..... sans qu'il en résulte aucun droit à la réintégration qui reste facultative".

Enfin, une disposition analogue est insérée dans l'article 1er de la loi du 13 Juillet 1933 ainsi conçu :

"Amnistie pleine et entière est accordée ..... pour tous les faits commis antérieurement au 20 juin 1933, ayant donné lieu ou pouvant donner lieu, contre les fonctionnaires, agents, employés ou ouvriers des Services Publics Civils, à des peines disciplinaires, sans qu'il en résulte aucun droit à la réintégration, qui demeure facultative".

Dans ces conditions, j'estime que les anciens agents révoqués pour les infractions prévues à l'article 1er de l'Ordonnance du 19 février 1925, et ayant bénéficié d'une amnistie par décret, ne peuvent prétendre à leur réintégration d'office.

(A) Toutefois, je ne verrais aucun inconvénient à ce que le cas des intéressés soit soumis aux Commissions régionales mixtes, en vue d'un nouvel examen, mais il ne pourrait s'agir, bien entendu que de mesures purement bénévoles qui doivent rester soumises à l'appréciation de M. le Directeur Général.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

signé : AURENCE

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

1ère Division

N/Réf. Pd 1436

Service Administratif

Division du Personnel

T. VIEL

Nov.

1945

Copie transmise :

à Messieurs les Directeurs des Régions

à Monsieur le Directeur du Sec des Approvisionnements

à Monsieur le Chef de la Compté Générale & des Finances

à Monsieur le Chef du Service des Retraites

à Monsieur CREUSET

à titre d'avis

Le cas des intéressés devra être soumis aux Commissions régionales mixtes pour nouvel examen et la décision sera prise dans les conditions habituelles.

Paris, le 26 Octobre 1945

Le Directeur

signé : CAMBOURNAC



SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

Paris, le 4 Octobre 1945

-----  
1ère Division  
N/Réf. Pd 1307

Monsieur le Chef du Service du Contentieux

L'Ordonnance n°45.257 du 19 février 1945, publiée au Journal Officiel du 20 février, prévoit l'annistie de certains délits portant sur des denrées alimentaires, effets d'habillement, etc...et commis par des délinquants primaires en vue de la satisfaction directe de besoins personnels et familiaux ou des besoins de réfractaires, etc...

Nous sommes saisis, par un certain nombre d'ex-agents, révoqués pour des vols commis pendant l'occupation allemande, de demandes de réintégration en vertu de l'Ordonnance susvisée.

Cette Ordonnance précise que, pour qu'il y ait annistie, la faute doit être annistiee par décret. Aucune question ne paraît donc se poser pour les ex-agents qui n'ont pas bénéficié d'un décret annistiant, mais si une faute est annistiee par décret, sommes-nous tenus d'appliquer automatiquement l'annistie administrative et de réintégrer l'agent qui l'a commise?

Il y a lieu d'observer que tous les cas de vols commis pendant l'occupation ont été soumis à l'examen d'une commission régionale mixte créée en application de notre note P 1221 du 26 octobre 1944. Bien que la création de cette commission n'ait pas été homologuée par le Ministre, celui-ci n'en ignore pas le fonctionnement: il a en effet reçu copie de notre note P 1221 et il nous a même demandé de soumettre à l'examen de cette commission le cas des agents licenciés pour insuffisance professionnelle ou pour motifs politiques antérieurement à l'armistie. On peut donc considérer qu'il en a implicitement approuvé les pouvoirs.

Si vous estimez, et tel est mon avis, que nous devons nous en tenir pour la révision des sanctions infligées, aux avis des Commissions, avis qui sont automatiquement suivis d'une décision conforme du Directeur de la Région lorsqu'ils sont unanimes, ce qui est presque toujours le cas, nous pourrions cependant prévoir que, si l'agent donne la preuve que sa faute a été annistiee par décret, la Commission devrait être saisie en vue d'un nouvel examen de l'affaire, tenant compte de la mesure prise sur le terrain administratif.

Je vous serais obligé de bien vouloir me donner votre avis sur cette question.

Le Directeur  
signé : CAMBOURNAC

PAI

COPIE pour Arrondissement MT à :  
ORLEANS. MONTLUCON. TOURS. BRIVE. BORDEAUX. TOULOUSE.  
BEZIERS

COPIE pour Ateliers de TOURS. PERIGUEUX. BORDEAUX

- A.B.C.D.E.F.H.I.Y.M. PA (3 ex.) PB(3 ex.)

Avec prière de nous saisir le cas échéant du cas  
des agents intéressés.

Paris, le 20 Novembre 1945

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

PETZ

*bon annulation  
17-12-45*

Pau le 8 mai 1946

Monsieur le Directeur Général  
de la S.N.C.F. à PARIS

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'ayant été révoqué de mes fonctions le 14 juillet 1943 à la suite d'un jugement du tribunal correctionnel de Pau me condamnant à la peine de six mois de prison avec sursis et 600f. d'amende pour vol.

Je serais désireux d'être réintégré en application des dispositions de l'article 2, 2e alinéa de la loi n° 46.729 parue au Journal Officiel en date du 16 avril 1946 portant amnistie, et vous donne l'assurance que j'assurerai mon service avec zèle et dévouement.

Je suis fils de cheminot tué en service en 1915; ancien prisonnier de guerre rapatrié au titre sanitaire, je fis partie à Pau, dès sa création, du Mouvement Prisonnier résistance F.F.I.

J'ose espérer que ma demande sera prise en considération et en attendant que satisfaction me soit accordée, veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général l'assurance de mes sentiments respectueux.

Signé: HOURQUET

M. Rémy HOURQUET  
23bis rue Tron  
à PAU

S.N.C.F.  
Région du Sud-Ouest  
DIRECTION  
Pl/Ar

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction

Mesures disciplinaires

Copie transmise en vous priant de vouloir bien faire connaître à l'intéressé que sa demande de réintégration ne pourra être utilement examinée qu'autant que le décret en la forme de règlement d'administration publique prévu dans la loi d'amnistie du 16 avril 1946 sera promulgué.

Paris, le 15 mai 1946  
L'INGENIEUR EN CHEF  
ATTACHE A LA DIRECTION REGIONALE  
LISSACQ

PAR 4 C OPIE pour ST. LEANS. MONTLUCON. TOURS. BRIVE. BORDEAUX.  
TOULOUSE. BEZIERS.

Ateliers de TOURS. PERIGUEUX. BORDEAUX.

Paris, le - 8 JUIN 1946

LE CHEF DU SERVICE

DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

*W/pl*  
*Les demandes de réintégration ne pourront être traitées que si la loi d'amnistie est promulguée*  
*Atelier d'information*  
*P.B.M.*  
*Mander note pour réponse éventuelle*  
*11.5.46*

*A Paris*

*9*



BRIVE, le 29 novembre 1945

Dépôts  
entretiens  
41e 42e S.E.  
COPIE Inspecteurs

Dépôt de:  
entretien de:  
41e 42e S.E.

IV-pl-

La question s'est posée de savoir quelles mesures il convenait de prendre à l'égard des demandes de réintégration formulées par certains anciens agents révoqués à la suite de vols commis pendant la durée de l'occupation allemande.

Ces agents s'appuient sur l'Ordonnance du 19 février 1945 ainsi conçue:

"Art. 1er-Pendant un délai de six mois à compter de la publication de la présente ordonnance, pour les faits déjà réprimés et pendant un délai de six mois à compter de la condamnation définitive pour les faits non encore réprimés, pourront, par décret, être admis au bénéfice de l'amnistie les délinquants primaires, condamnés pour délits commis en territoire occupé par l'ennemi ou contrôlé par ses forces, de vols, détournements, recel, achat ou transport illicite de marchandises, utilisation irrégulière ou trafic de titres de rationnement, lorsque ces délits portent sur des denrées alimentaires, effets d'habillement, moyens de chauffage ou d'éclairage, et qui ont été commis en vue de la satisfaction directe de besoins personnels ou familiaux, ou des besoins de réfractaires, résistants ou prisonniers évadés.

"A l'égard des prisonniers et déportés, le délai prévu à l'alinéa précédent ne courra que de la fin des opérations de rapatriement.

"Sont toutefois exceptés du bénéfice des dispositions du présent article, les auteurs ou complices de vols ou détournements commis au préjudice des prisonniers ou des déportés."

Il convient d'observer, tout d'abord, que l'Ordonnance du 19 février ne contient aucune disposition particulière permettant aux fonctionnaires ou agents des Services Publics ou concédés, révoqués et admis au bénéfice de l'amnistie, d'exiger leur réintégration.

D'autre part, il est admis, en principe, d'une façon incontestable, qu'une loi d'amnistie, même lorsqu'elle s'applique à des faits ayant donné lieu à des sanctions disciplinaires, n'importe pas, pour les intéressés, le droit d'exiger leur réintégration.

D'ailleurs, les précédentes lois d'amnistie et notamment celles des 3 janvier 1925, 31 décembre 1931 et 13 juillet 1933, ont nettement confirmé, ce principe, en stipulant que la réintégration des fonctionnaires, employés ou ouvriers intéressés demeurerait toujours facultative.

Dans ces conditions, j'estime que les anciens agents révoqués pour les infractions prévues à l'article 1er de l'Ordonnance du 19 février 1945 et ayant bénéficié d'une amnistie par décret, ne peuvent prétendre à leur réintégration d'office.

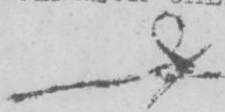
.....

Toutefois, je ne verrais aucun inconvénient à ce que les agents des intéressés soit soumis aux Commissions régionales mixtes, en vue d'un nouvel examen, mais il ne pourrait s'agir, bien entendu que de mesures purement bénévoles qui doivent rester soumises à l'appréciation de M. le Directeur Général.

En résumé il s'agit d'ex agents amnisties par décret pour lesquels la Commission Régionale mixte de révision de sanctions a maintenu la révocation.

Vous aurez à me saisir, le cas échéant du cas des agents intéressés pour permettre de les soumettre aux Commissions Régionales mixtes pour nouvel examen.

L'INGENIEUR CHEF D'A.M.T.



COPIE à Monsieur;

BRIVE, le 29 novembre 1945  
L'INGENIEUR CHEF D'A.M.T.





Brive, le 6 Décembre 1945

IV.pl.

A.M.T. BRIVE.

- AMNISTIE -

( Suite à IV pl du 29/II/45)

Liste des ~~agents~~ ex-agents révo-  
qués à la suite de vols commis pendant la du-  
rée de l'occupation allemande, pour lesquels  
la Commission Régionale mixte de révision de  
sanctions a maintenu la révocation.

BONAMY Louis,	manoeuvre
MOURIER Valentin,	-d°-
LEFRAT Henri	-d°-

LE CHFF DE DEPOT.

*Le depot ignore  
si ces agents ont  
eu leur condamnation  
amnistie.  
Dont le renseignement et  
nous tenons au courant*

*21/46*

*monde  
savons  
mais  
faudrait savoir  
si ces agents  
ont été amnisties  
par quel*

Prévisions  
des  
Régulateurs

Nos des Sections	Nombre d'équipes ou d'agents
1	1
2	1
3	1
4	1
5	1
6	1
7	1
8	1
9	1
10	1
11	1
12	1
13	1
14	1
15	1
16	1
17	1
18	1
19	1
20	1
21	1
22	1
23	1
24	1
25	1
26	1
27	1
28	1
29	1
30	1
31	1
32	1
33	1
34	1
35	1
36	1
37	1
38	1
39	1
40	1
41	1
42	1
43	1
44	1
45	1
46	1
47	1
48	1
49	1
50	1
51	1
52	1
53	1
54	1
55	1
56	1
57	1
58	1
59	1
60	1
61	1
62	1
63	1
64	1
65	1
66	1
67	1
68	1
69	1
70	1
71	1
72	1
73	1
74	1
75	1
76	1
77	1
78	1
79	1
80	1
81	1
82	1
83	1
84	1
85	1
86	1
87	1
88	1
89	1
90	1
91	1
92	1
93	1
94	1
95	1
96	1
97	1
98	1
99	1
100	1

564

5611

56	
----	--

